

## Province de la Komondjari, région Est, Burkina Faso

### Contexte

Le Burkina Faso est subdivisé en neuf zones de moyens de subsistance, réparties en fonction de la pluviométrie, de l'usage de la terre arable, de la nature des activités agricoles et pastorales pratiquées, ainsi que sur la base de précisions sur les autres sources de revenu non liées aux activités agropastorales.<sup>1</sup> La province de la Komondjari dans l'Est fait partie d'une zone dite de bétail et de céréales. Cette zone est qualifiée de « grenier du Sahel » pendant les années de bonnes récoltes, et les ménages dépendent alors largement du marché céréalier.

Depuis le début 2019, une intensification des attaques des groupes armés dans les villages de plusieurs provinces du Nord-Est du pays a provoqué une détérioration des conditions sécuritaires et une dégradation du tissu économique et des moyens de subsistance des populations vivant dans ces zones. En résulte une augmentation rapide du nombre de personnes déplacées internes (PDI). Ainsi, on dénombrait plus d'un million de PDI au Burkina Faso en novembre 2020, parmi lesquels 66 460 se trouvaient dans la région de l'Est.<sup>2</sup> La majorité de ces PDI se sont installées dans les centres urbains, abandonnant leurs moyens de subsistance habituels. Tandis que certains ménages parviennent à se reconverter dans de nouvelles activités génératrices de revenus (AGR), d'autres sont limités par les conditions de vie sur leur nouveau site d'installation ainsi que le manque de revenu disponible pour le lancement d'une nouvelle activité.<sup>3</sup> Ces difficultés d'accès à des revenus fixes et suffisants engendrent également une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages. Dans le but de contribuer aux analyses du Cadre Harmonisé, REACH a planifié une évaluation visant à fournir des données actualisées sur la situation et les besoins des populations en matière de moyens de subsistance ainsi que les expériences vis-à-vis de l'assistance humanitaire reçue.

### Méthodologie

La collecte de données s'est déroulée du 23 au 28 janvier 2021. En raison de l'accès limité à certaines communes de la province de la Komondjari, l'évaluation a adopté une approche quantitative basée sur des entretiens avec des informateurs clés (IC), soit en personne dans le chef-lieu de la commune de Gayéri, soit à distance via des échanges téléphoniques. La collecte de données a permis d'interroger 133 IC ayant des informations récentes au sujet de 48 localités. La sélection des localités visait à assurer une couverture d'au moins 20% des localités des trois communes. Les IC ont été choisis pour leur connaissance récente de la localité. Ainsi ceux-ci sont soit des responsables communautaires, responsables religieux ou autorités coutumières. Plusieurs IC ayant été interrogés par localité, les données ont été agrégées via un script R.

Un volet qualitatif a été mis en œuvre afin d'informer sur les tendances observées, les principaux chocs rencontrés par les populations et les conséquences de l'insécurité sur les populations et leurs moyens de subsistance. Ainsi, d'une part, quatre entretiens semi structurés (avec des IC travaillant dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'orpaillage) ont été réalisés. D'autre part, deux groupes mixtes de discussion (PDI et non déplacés) ont été menés au niveau du chef lieu de la commune de Gayéri. Les résultats qualitatifs obtenus ont été analysés via une grille de saturation. Les résultats quantitatifs et qualitatifs présentés sont indicatifs de la situation dans les localités évaluées. L'ensemble des données collectées sont disponibles sur le [REACH Resource Center](#).

### Moyens d'existence habituels

La province de la Komondjari est située dans une zone agropastorale qui bénéficie de pluies relativement abondantes d'une année à l'autre, et de récoltes généralement bonnes.<sup>1</sup> Selon les participants aux entretiens semi-structurés et aux groupes de discussion (GD), le principal moyen de subsistance des habitants des localités évaluées des communes de Foutouri, de Bartiébourgou et de Gayéri est l'agriculture. Les agriculteurs exercent des activités annexes pour compléter leur revenu, notamment l'orpaillage, le commerce et l'élevage. Les ménages les plus pauvres dépendent particulièrement de l'orpaillage et autres migrations saisonnières.

Les participants aux GD ont spécifié que certaines communautés, notamment la communauté peulh, pratiquaient majoritairement l'élevage (gros et petits ruminants ainsi que l'élevage de volaille). Ces deux activités (agriculture et élevage) ont été rapportées comme faisant partie des principales sources de revenu de la population dans la quasi totalité (98%) des localités évaluées dans la Komondjari. Selon les participants aux GD, les pasteurs s'installent à l'écart des concessions afin de garantir suffisamment d'espace et de pâturage pour leurs animaux.

Le petit commerce est particulièrement pratiqué par les femmes des différentes communautés, en particulier aux alentours des marchés fonctionnels de Gayéri. En complément, des activités de contre saison (maraîchage) sont également pratiquées. Les participants PDI ont rapporté que les femmes pratiquaient la collecte de produits forestiers ligneux et non ligneux, tandis que les hommes complétaient leur revenu par du travail journalier lié aux activités de construction. Enfin, selon les mêmes participants, plusieurs ménages ont recours à la migration saisonnière, notamment vers les sites d'orpaillage en Côte d'Ivoire et en Guinée.

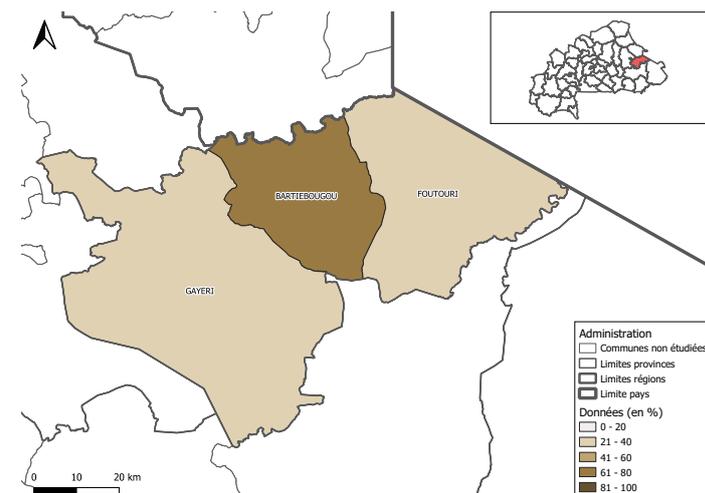
1. Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET). Burkina Faso Livelihood Zones. 2010

2. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) Situation des PDI au 31/12/2020.

3. OCHA. Aperçu des besoins humanitaires Burkina Faso 2020.

### Couverture géographique

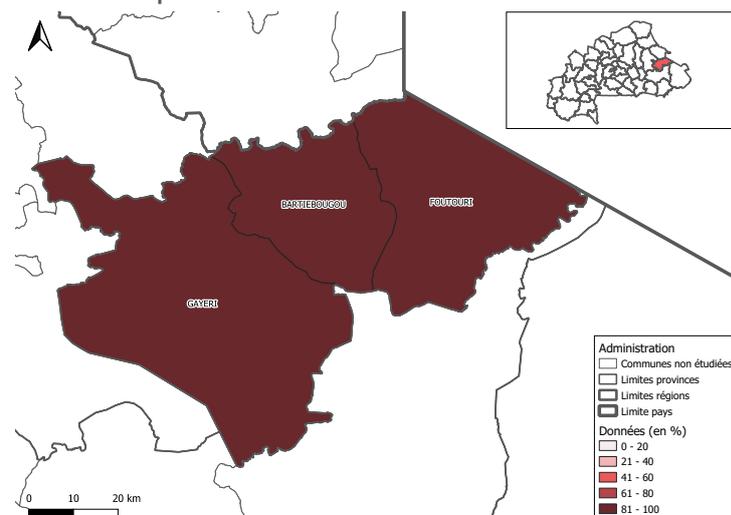
Localités évaluées par commune dans la province de la Komondjari :



Proportion de localités évaluées par commune de la Komondjari :

Communes évaluées	# total de localités	# de localités évaluées	Couverture
Bartiébougou	17	13	76%
Foutouri	23	8	34%
Gayéri	69	27	39%

### % des localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données :



Dans 93% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence habituels au cours du mois précédent, dont :

Commune	Proportion
Bartiébougou	100%
Foutouri	100%
Gayéri	86%

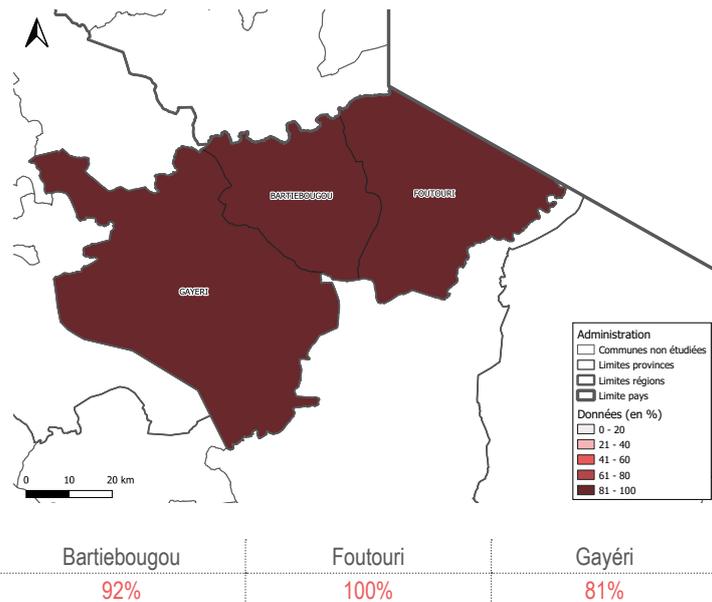
## Principaux chocs observés

Selon les participants aux deux GD, de nombreux ménages de la Komondjari n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture au moment de la collecte de données. Ces difficultés d'accès ont été attribuées à des chocs ayant perturbé l'accès aux moyens de subsistance au cours des six mois précédant la collecte de données. Parmi les chocs cités par les IC des différentes localités évaluées, l'insécurité est le choc le plus fréquemment rapporté (dans 88% des localités évaluées), suivi par les difficultés d'accès à des terres cultivables (81%). Les conditions climatiques semblent avoir été plutôt favorables durant la plus récente campagne agricole, tandis que les fermetures de frontière liées à la COVID-19 ont été citées dans 10% des localités évaluées et deux des quatre participants aux entretiens semi-structurés comme ayant perturbé l'accès aux moyens de subsistance.

### 1. Insécurité

Dans la vaste majorité des localités évaluées (88%), l'accès aux moyens de subsistance avait été perturbé par l'insécurité selon les IC. Les participants aux GD ont rapporté que l'insécurité a entraîné une réduction des superficies cultivables et des pâturages disponibles, impactant fortement les activités agricoles et d'élevage. Les participants PDI ont rapporté que l'insécurité avait contraint les jeunes valides à fuir vers les villes, ne laissant que les personnes âgées et les enfants pour cultiver les champs. Par ailleurs, les participants ont rapporté que certains éleveurs PDI avaient perdu des têtes de bétails lors d'attaques perpétrées par des groupes armés, volées ou abandonnées sur place. L'insécurité a également contraint la fermeture de plusieurs marchés à bétail. Par conséquent, selon les participants aux GD, les activités économiques liées au secteur de l'élevage fonctionnent au ralenti dans la Komondjari, avec le ralentissement voire l'arrêt total de l'exportation d'animaux vers d'autres pays, en particulier le Nigéria. Ce phénomène est renforcé par les fermetures de frontières imposées pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

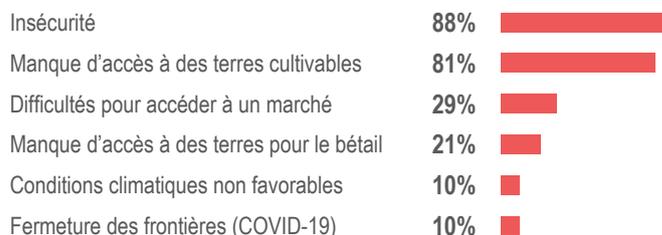
**% de localités évaluées où les IC ont rapporté que l'insécurité a perturbé l'accès des populations à leurs moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données :**



Selon l'IC éleveur, les effets conjoints de l'insécurité et des fermetures des frontières ont également entraîné le blocage de pasteurs dans les pays frontaliers (notamment le Ghana, le Togo et le Bénin). En effet, alors que les routes principales sont fermées, les routes secondaires situées en « brousse » se trouvent dans des zones de très forte insécurité et ne peuvent plus être empruntées. Selon les IC, le secteur du commerce dans son ensemble fait face à des difficultés d'approvisionnement. Celles-ci sont renforcées par le mauvais état des routes, qui se détériorent rapidement en raison de leur forte fréquentation. En résulte une augmentation du prix des produits dans la province.

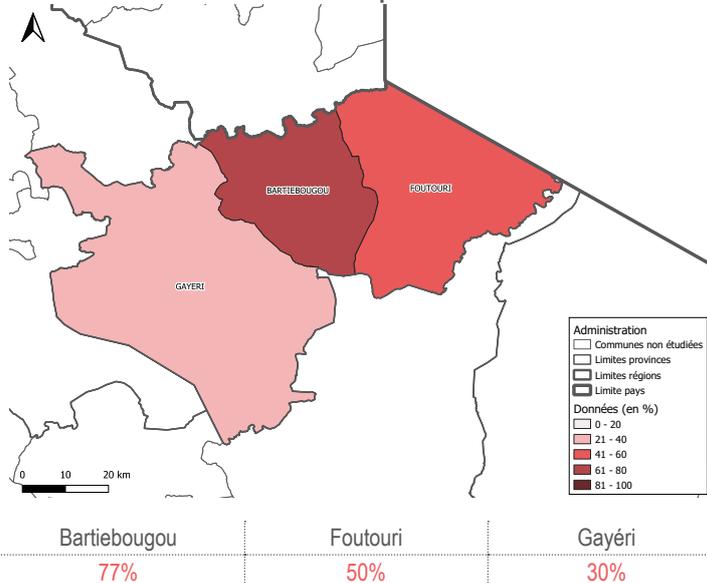
De nombreux marchés ne sont plus fonctionnels pour cause d'insécurité, particulièrement dans les communes de Bartiebougo et Foutouri. En effet, les IC de 77% et 50% des localités respectivement ont rapporté que la population n'avait pas accès à un marché bien approvisionné à distance de marche, contre 30% des localités de la commune de Gayéri. La non-fonctionnalité de nombreux marchés, ainsi que la fermeture de sites d'orpaillage qui constituaient d'important lieux de rencontre et de commerces, ont engendré une réduction importante du nombre de lieux d'échange disponibles pour les habitants des trois communes. L'insécurité,

**% de localités évaluées par principal choc rapporté ayant affecté l'accès aux moyens de subsistance habituels au cours du mois précédant la collecte de données :**



comme indiqué, a entraîné l'abandon par les populations ou la fermeture par les autorités de certains sites d'orpaillage, qui constituent des prises de choix pour les groupes armés évoluant dans la zone selon l'IC orpailleur interrogé. Cela a induit d'une part un surpeuplement des sites d'orpaillage toujours accessibles et d'autre part un manque d'emploi important pour les personnes qui travaillaient sur les sites désormais inaccessibles. De plus, dans les zones à forte insécurité où les gens s'efforcent de fréquenter les sites d'orpaillage, les orpailleurs peuvent être considérés par erreur comme étant des membres des groupes armés.

**% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché fonctionnel et approvisionné à distance de marche au cours du mois précédant la collecte de données :**



Cette réduction de l'accessibilité aux marchés et les défauts d'approvisionnement ont participé à faire de l'aide alimentaire l'une des principales sources de nourriture des habitants des trois communes, avec l'agriculture, selon les participants aux groupes de discussion. Ces participants ont souligné que l'accès à la nourriture était insuffisant ; ils ont également évoqué leur inquiétude vis-à-vis de la période de soudure (qui s'installe généralement en juillet-août), qui risque d'être allongée en raison des faibles superficies exploitées.

### 2. Conditions climatiques

Les participants aux GD ont rapporté que les aléas climatiques et en particulier les inondations ont contribué à renforcer les effets de l'insécurité sur l'accès aux moyens de subsistance. En effet, les participants non déplacés ont rapporté que les inondations ont contribué à réduire les zones cultivables (inondations des

champs). Par ailleurs, ceux-ci ont également rapporté que la dégradation des axes routiers liée à la pluviométrie a rendu difficile l'usage de certaines routes, réduisant encore l'accessibilité aux marchés. Par conséquent, certains produits sont devenus plus difficiles à se procurer ou plus chers.

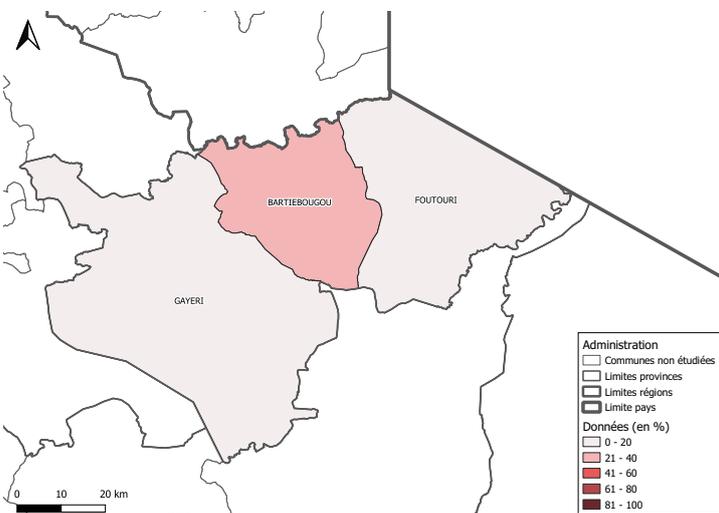
### 3. COVID-19

Les restrictions liées à la lutte contre la propagation de la COVID-19 n'ont été rapportées que par les IC de 10% des localités évaluées comme étant un choc ayant affecté les moyens de subsistance de la majorité des populations de la localité. Néanmoins, les participants aux GD ont rapporté que certains pasteurs étaient bloqués dans des pays voisins comme le Ghana, le Niger et le Bénin à cause de la fermeture des frontières. De plus, ils ont indiqué que les systèmes migratoires existants dans la région ont été perturbés, et les coûts des déplacements ont augmenté. L'IC exerçant dans le secteur de l'orpaillage a précisé que la fermeture des frontières avait limité l'accès à un certain nombre de sites d'orpaillage situés en Côte d'Ivoire et en Guinée. La fermeture officielle des frontières et les coûts associés à un passage via des points d'entrée informels constituaient un motif de découragement pour certains migrants qui ont préféré s'abstenir. Le revenu issu des transferts migratoires a donc été réduit.

Selon l'IC du secteur de l'orpaillage, les ménages qui vivent de ce secteur et d'autres migrations saisonnières lors d'années normales sont typiquement parmi les ménages les plus défavorisés de la Komondjari. Ainsi, sans avoir affecté la majorité de la population de façon directe, les conséquences de la fermeture des frontières semblent avoir affecté de façon démesurée les ménages qui étaient déjà dans une situation plus précaire.

### Stratégies d'adaptation et accès à l'assistance humanitaire

**% des localités évaluées où les IC ont rapporté que personne n'avait eu accès à de l'assistance humanitaire en lien avec les moyens de subsistance dans leur localité au cours des trois derniers mois précédant la collecte de données :**



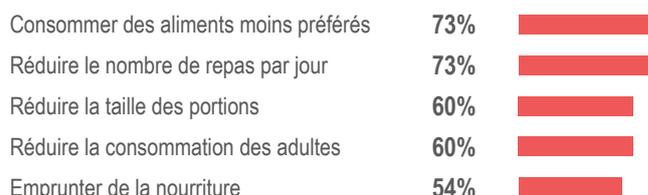
Dans 15% des localités évaluées, les IC ont rapporté que personne n'avait reçu d'assistance sur les moyens de subsistance, dont :



Dans 54% des localités évaluées, les IC ont souligné que la majorité des ménages avait recours à plusieurs stratégies d'adaptation pour combler le manque d'accès aux moyens de subsistance et les besoins en nourriture au moment de la collecte de données, notamment la diminution du nombre et de la quantité des repas consommés par jour, l'emprunt de vivres ou d'argent auprès de proches, ainsi que la migration de certains membres de la famille pour assurer un revenu complémentaire.

Les participants aux GD ont mentionné qu'un nombre grandissant de ménage a recours au saut de repas par les adultes pour permettre aux enfants de s'alimenter et pallier le manque de nourriture, une stratégie également mentionnée par les IC de 73% des localités évaluées comme ayant été employée au cours des trois mois précédant la collecte de données. Selon les participants aux GD, les éleveurs ont aussi recours à la vente d'animaux destinés aux travaux des champs. Finalement, l'entraide entre les différents groupes de population a également été soulignée par les IC interrogés.

### % de localités évaluées par principale stratégie d'adaptation employée par la majorité de la population au moment de la collecte de données :



Selon les IC de 75% des localités évaluées, certains ménages ont eu accès à de l'assistance humanitaire liée aux moyens existence, bien que plus de 30% des localités évaluées de la commune de Bartiebouguou semble ne pas avoir bénéficié d'assistance. La commune de Bartiebouguou présente en effet des contraintes d'accès sécuritaires importantes pour les acteurs humanitaires.<sup>4</sup> Là où l'assistance a été distribuée, les acteurs humanitaires ont apporté leur soutien aux populations via la mise en œuvre de transferts monétaires et des distributions en nature, spécifiquement des articles ménagers essentiels (AME) selon les IC. La principale limite de l'assistance humanitaire identifiée par les IC concerne le ciblage des bénéficiaires. Celui-ci, selon les IC, ne bénéficie pas toujours aux ménages qui en ont le plus besoin. Lorsqu'interrogés sur les catégories de personnes qui devraient être prioritaires pour une assistance dans leur communauté au regard de leurs vulnérabilités spécifiques, les IC de la vaste majorité des localités ont cité les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées internes.

### Conclusion

Si les conditions climatiques ont été relativement favorables aux activités agricoles dans la province de la Komondjari lors de la dernière campagne humide, la situation en sécurité alimentaire a été fortement affectée par l'insécurité, et ce, dans toutes les communes de la province, mais en particulier dans les communes de Foutouri et de Bartiebouguou. Dans 88% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'insécurité comme étant un choc ayant affecté l'accès aux moyens de subsistance. A ce choc s'est ajouté l'impact des mesures liées à la prévention de la propagation de la COVID-19, et notamment les fermetures de frontières qui ont limité la capacité d'entreprendre des migrations saisonnières pour compléter les revenus des ménages. Les aides humanitaires, la solidarité entre les populations et le recours à des stratégies d'adaptation telles que le passage informel des frontières sont des facteurs ayant contribué à apaiser la situation alimentaire des ménages. Les ménages les plus vulnérables sont les ménages plus pauvres qui ont été à la fois touchés durement par l'insécurité autour des champs, et qui n'ont pas pu se tourner vers la migration saisonnière comme stratégie d'adaptation, par manque de moyens financiers pour traverser les frontières de manière informelle. Ces ménages vivent dans une situation de précarité qui risque de s'aggraver tout au long de la période de soudure à venir (mois de juin à août), voir même au delà de cette période si la situation sécuritaire devait ne pas s'améliorer de façon durable.

4. OCHA. Plan de réponse humanitaire révisé. Août 2020.